

# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

## RAPPORT SUR L'OPPORTUNITÉ ET LA FAISABILITÉ POUR LA MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME D'EDUCATION ACCÉLÉRÉE

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

**NRC**

NORWEGIAN  
REFUGEE COUNCIL

## REMERCIEMENTS

Le plus sincères remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à la réussite de l'évaluation en République Centrafricaine et à l'élaboration de ce rapport.

Auteur : Eric Batonon avec support de Nadia Bernasconi, Nicolas Herbecq et Sophia Kousiakis.

Date de publication: December 2015  
© Norwegian Refugee Council - NRC

Photo de couverture : © Vincent Tremeau  
Conception & mise en page : BakOS DESIGN



NORWEGIAN  
REFUGEE COUNCIL

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
---------------------------	----------

<b>PRINCIPALES CONCLUSIONS.....</b>	<b>6</b>
-------------------------------------	----------

1 La faiblesse du système éducatif.....	6
2 Le coût de l'éducation et la gratuité dans l'enseignement fondamental en RCA .....	7
3 Secondaire, formation technique et professionnelle .....	8
4 Carte d'identité et extrait de naissance.....	8
5 Manque d'enseignants qualifiés .....	8
6 Le désengagement des communautés vis à vis de l'éducation et de la pauvreté des ménages.....	8

<b>ETAPES SUIVANTES .....</b>	<b>9</b>
-------------------------------	----------

<b>RECOMMANDATIONS POUR NRC ET LE GROUPE DE TRAVAIL EN ÉDUCATION ACCÉLÉRÉE.....</b>	<b>10</b>
---	-----------

Plaidoyer à l'endroit du Ministère de l'Education Nationale .....	10
Plaidoyer à l'endroit des bailleurs de fonds et des partenaires.....	10
Renforcer les efforts de coordination pour l'amélioration qualitative et quantitative du système éducatif centrafricain.....	10
Piloter un programme d'éducation accélérée.....	11
Développer la formation professionnelle .....	11
Promouvoir la synergie avec d'autres programmes de NRC.....	11



# INTRODUCTION

Les enfants et les jeunes réfugiés et déplacés internes sont bien souvent contraints de manquer de longues périodes de scolarité. Pour chaque semestre ou année scolaire manquée, le risque est grand qu'ils ne soient plus en mesure de revenir à l'éducation formelle, avec pour corollaire de plus grands risques pour leur protection. Une des réponses aux besoins de ces enfants et jeunes a été pour les gouvernements et les organisations internationales d'explorer la possibilité de fournir des programmes d'éducation accélérée (PEA)<sup>1</sup>. Ces programmes peuvent aider les enfants et les jeunes à obtenir des équivalences dans le système éducatif formel et permettre une réintégration dans des classes appropriées. Répondre aux besoins en éducation des enfants trop âgés avec des programmes adaptés à l'âge de groupe cible, améliorent l'apprentissage et la protection de tous les enfants et les jeunes aussi bien dans le système scolaire formel que dans les programmes accélérés.

<sup>1</sup> Définition provenant de l'INEE, Education en situations d'urgence, Bank de terminologie, <http://www.ineesite.org/en/blog/launching-eie-term-bank>.

**E**n accord avec ces objectifs, Norwegian Refugee Council considère que l'éducation est un des piliers essentiels de l'assistance humanitaire et un droit fondamental de l'enfant. De ce fait, le PEA est pleinement envisageable afin d'explorer des nouvelles pistes de solution pour la cohorte d'enfants trop âgés exclus du système scolaire afin de leur donner des chances de finir leur éducation primaire.

En République centrafricaine (RCA), la mise en œuvre de PEA est de l'intérêt aussi bien du gouvernement que des bailleurs de fonds internationaux et nationaux pour diverses raisons. La motivation essentielle est qu'un PEA a la capacité de répondre efficacement aux besoins des enfants et jeunes qui ont manqué tout ou partie de leur éducation, et peut être modélisé et mis en œuvre dans l'ensemble du pays. NRC possède plus de 15 années d'expérience dans l'implémentation de diverses formes de PEA dans un certain nombre de contextes, notamment une forte expérience au Burundi, en Côte d'Ivoire, en RD Congo, au Libéria et au Soudan du Sud. Dans de nombreux pays, le PEA a été intégré dans le plan stratégique du secteur de l'éducation comme solution pour l'intégration/réintégration des enfants âgés en dehors du système éducatif.

En Octobre 2015, NRC a commandé une étude de faisabilité pour déterminer les besoins de la population en matière d'éducation accélérée, d'évaluer la faisabilité d'une réponse d'éducation accélérée pour de la rentrée scolaire 2016-2017 et de recommander une approche adéquate pour toutes les parties prenantes, y compris le Ministère de l'Éducation, le Cluster Education ainsi que le Groupe de travail en éducation nouvellement mis en place en RCA.

Le secteur de l'éducation en RCA a énormément souffert en raison de la crise qui affecte le pays depuis la fin de 2012. Des milliers enfants - en particulier les filles - ont été privés d'accès à l'école en raison des déplacements, de la fermeture des écoles et des difficultés d'accès pour les élèves et les enseignants à cause du niveau d'insécurité.

L'avènement de la dernière crise en fin 2012 a porté non seulement un coup d'arrêt à la lente progression des indicateurs, mais a également fait régresser le système éducatif centrafricain et exacerbé la situation des enfants et jeunes en dehors de l'école. La crise humanitaire ultérieure de 2013-2014 a conduit à ce qui peut être décrit comme une «année blanche». Les enfants et les jeunes ont manqué plusieurs mois de scolarité, en particulier dans les zones rurales qui ont été les plus touchées par la violence et les déplacements. Plus les enfants prennent de l'âge et plus il devient difficile qu'ils intègrent ou réintègrent l'école.

Le taux de scolarisation net (TSN) au cycle primaire avant la crise en 2012 était de 67% (60% de filles, 73% de garçons)<sup>2</sup>, ce qui dénotait déjà d'une grande disparité en termes d'accès à l'éducation – basée sur la situation géographique, le sexe et l'âge. La qualité de l'enseignement est sujette à caution et se traduit par de forts taux de redoublement, près de 23% en moyenne dans l'enseignement fondamental 1. Il subsiste également un nombre encore considérable d'enseignants non qualifiés dans le système éducatif centrafricain (près de 40% en 2012). En moyenne, chaque enfant qui entre en fondamental 1 va redoubler au moins deux fois. Le taux d'achèvement était légèrement supérieur à 40% en 2012, ce qui signifie que sur 100 enfants qui entrent en CI, seulement 40 parviennent à terminer l'enseignement fondamental 1. Bien qu'illustrée dans l'ensemble des données secondaires de sources officielles, l'analyse des données recueillies auprès des écoles visitées au cours de l'étude met en exergue l'ampleur du phénomène de déscolarisation et non scolarisation des enfants et jeunes en République Centrafricaine. Il est estimé à plus de 420 000<sup>3</sup> à l'échelle du pays, le nombre d'enfants et de jeunes de 6 à 15 ans en dehors du système scolaire en 2012 avant la crise. Cette estimation devrait être fortement révisée à la hausse en 2015.

Il existe en RCA toute une frange de la population scolarisable en dehors du système scolaire avec peu ou pas de chance de s'y intégrer/réintégrer si rien n'est fait spécifiquement pour elle.

<sup>2</sup> Ministère de l'Éducation Nationale de la RCA, « Annuaire des statistiques de l'éducation » 2012-2013.

<sup>3</sup> *Idem.*



# PRINCIPALES CONCLUSIONS

## 1 LA FAIBLESSE DU SYSTÈME ÉDUCATIF

Avec le soutien de partenaires internationaux, le Gouvernement centrafricain a lancé une campagne de retour à l'école en 2014-2015 avec des cours de rattrapage comme une solution pour sauver l'année scolaire. Une étude menée par le Cluster Education en 2015 a révélé une amélioration de la situation qui prévalait depuis Juillet 2014, lorsque 45% des écoles du pays n'étaient pas fonctionnelles. En Avril 2015, 83% des écoles étaient ouvertes à l'échelle nationale et le nombre d'enfants inscrits a augmenté de près de 31% par rapport à l'année scolaire 2014-2015. Si cette évolution est positive, elle ne doit pas être interprétée comme optimale, étant donné que le taux de scolarisation était particulièrement bas en 2014-2015 compte tenu de l'insécurité et des déplacements de population<sup>4</sup>. Le temps perdu par les enfants à l'extérieur de l'école reste significatif.

Le retour massif des enfants dans la plupart des écoles visitées lors de l'étude, masque d'autres grandes réalités que sont le manque de capacité d'accueil et de qualité d'enseignement.

Le système éducatif centrafricain est caractérisé par : (i) un manque d'enseignants - à l'échelle nationale, le ratio enseignant-élèves était de 1/89<sup>5</sup>. En plus, en 2012, il était estimé que 40% des enseignants étaient des maîtres-parents. Ces derniers sont des personnes recrutées au sein de la communauté pour pallier au manque d'enseignants dans les écoles. Ils n'ont pour la plupart pas reçu de formation et ne sont pas qualifiés pour le travail requis ; (ii) le manque d'infrastructures : les effectifs sont pléthoriques, les bâtiments et salles de classe sont en nombre insuffisant et le ratio salle de classe par élèves est de 1/87 à l'échelle nationale en 2012 dans l'enseignement fondamental 1, et a atteint 1/200 dans les écoles visitées au cours de l'étude ; (iii) le non-respect des règles du système éducatif mentionnées dans les « Instructions

<sup>4</sup> Cluster Education en RCA, « Enquête sur l'état de l'éducation en République Centrafricaine », avril 2015.

<sup>5</sup> Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, « Rapport de progrès du projet d'appui au programme sectoriel de l'éducation », février 2013.



## 2 LE COÛT DE L'ÉDUCATION ET LA GRATUITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL EN RCA

officielles et curricula du fondamental 1 » validé en septembre 2009<sup>6</sup>. Ces dernières indiquent que Le volume horaire pour l'année scolaire est de 900h, avec des horaires normales de cours de 7h30 à 12h et de 14 à 17h30<sup>7</sup>. Les règles ne sont pas respectées et les cours sont dispensés essentiellement sur une demi-journée. Dans certaines écoles visitées, au lieu de 900h de cours, les enfants n'auront à peine que 325h de cours cette année scolaire 2015-2016 à cause du système de double vacation.

Le faible niveau de soutien du secteur de l'éducation par le gouvernement (12% du budget annuel de l'état a été alloué à l'éducation en 2011<sup>8</sup>), le manque d'écoles, la mauvaise performance des écoles, les effectifs pléthoriques dans les classes, l'insuffisance d'enseignants, le faible nombre d'heures effectives de cours sont autant de raisons données par les parents et les autres parties prenantes de l'éducation comme les causes de la qualité de l'éducation, de la non scolarisation et de l'abandon dans les écoles visitées.

Bien que l'éducation en fondamental 1 soit officiellement gratuite en RCA, les parents doivent s'acquitter annuellement d'un ensemble de frais pour la scolarisation des enfants. Certains frais sont officiels et reconnus par les autorités et d'autres sont plutôt des frais supplémentaires, non officiels, imposés aux parents, comme observés dans les écoles visitées. Le coût moyen pour les parents par enfant et par an, est de 5 Dollars, à ces frais doivent être ajoutés les coûts d'uniforme et de matériels scolaires (fournitures et manuels scolaires).

Selon les données recueillies, les causes de déscolarisation et de non scolarisation des enfants et jeunes sont liées, pour la plupart, aux niveaux de pauvreté des ménages.

<sup>6</sup> Révision de L'Arrêté n°06/MEFSTCJS/CAB du 30 novembre 1991, portant publication des Instruction Officielles en ce qui concerne l'Enseignement Fondamental 1, septembre 2009.

<sup>7</sup> *Idem*.

<sup>8</sup> Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Rapport du secteur de l'éducation. Première revue sectorielle conjointe, mai 2012.

### **3** **SECONDAIRE, FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE**

Compte tenu du manque d'espace dans l'enseignement secondaire, le gouvernement a institué un concours d'entrée afin de limiter le nombre d'enfants et de jeunes qui accèdent à l'enseignement fondamental 2. La compétition crée un goulot d'étranglement qui est en partie la cause du taux de redoublement élevé en CM2.

Bien que la formation professionnelle soit censée offrir d'autres opportunités d'éducation pour les jeunes, en RCA, seuls cinq centres de formation professionnelle sont opérationnels dont un à Bangui. Les sous-secteurs de l'Enseignement Technique (ET) et de la Formation Professionnelle (FP) ne sont pas organisés et souffrent depuis des années de l'inexistence d'une politique et d'une stratégie de développement claire et cohérente. En raison de la pénurie sur le marché de main-d'œuvre qualifiée en RCA, certaines entreprises recourent au recrutement de main-d'œuvre étrangère pour répondre à leurs besoins, contribuant ainsi à l'aggravation du chômage et de sous-emploi, en particulier chez les jeunes diplômés. Des discussions sont en cours au niveau de gouvernement pour développer un système de supervision, d'appui et de suivi des ressources humaines dont le pays a besoin, afin de promouvoir l'emploi.

### **4** **CARTE D'IDENTITÉ ET EXTRAIT DE NAISSANCE**

Au cours de cette étude, il a été observé que la grande majorité des enfants entretenus n'ont aucune documentation civile, pour certains, parce que leur naissance n'a jamais été déclarée à l'état civil par les parents et pour les autres parce qu'ils ont perdu leurs documents pendant la crise.

Bien qu'il y ait actuellement une volonté du gouvernement de faciliter les conditions d'inscription des enfants à l'examen final de l'enseignement fondamental 1, il est évident que l'absence de documentation civile constitue un problème qu'il serait opportun d'adresser dans la mesure du possible par les organisations et structures compétentes.

### **5** **MANQUE D'ENSEIGNANTS QUALIFIÉS**

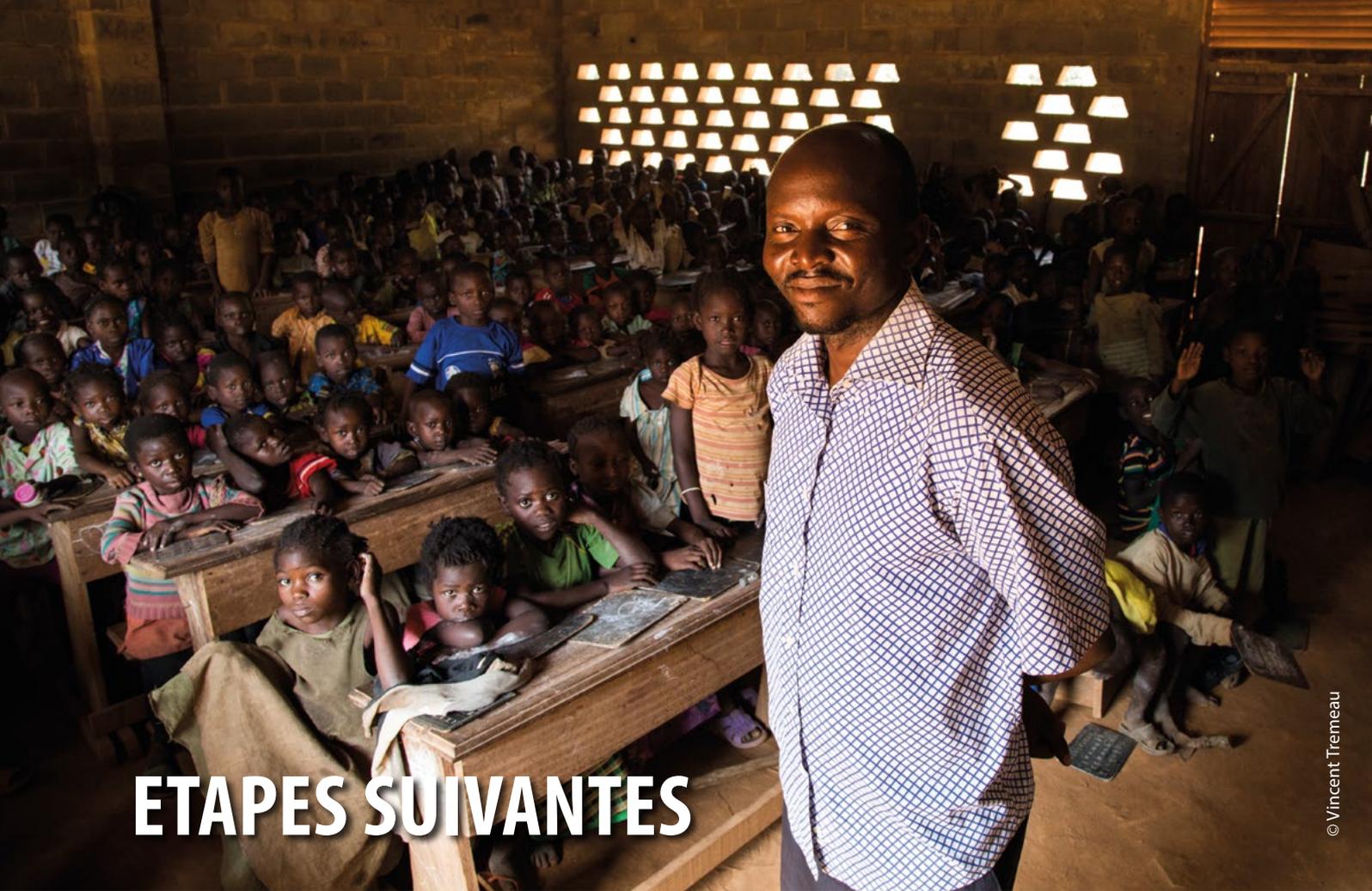
Le gouvernement centrafricain n'est pas en mesure de fournir suffisamment d'enseignants qualifiés pour toutes les écoles. En 2012, dans l'enseignement fondamental 1, 40% des enseignants à l'échelle nationale étaient des «maîtres-parents» et 50% dans les écoles visitées au cours de l'étude.

A défaut de remplacer tous les «maîtres-parents» par des professeurs qualifiés, le soutien pour le renforcement des capacités des «maîtres-parents» devrait être envisagé.

### **6** **LE DÉSENGAGEMENT DES COMMUNAUTÉS VIS À VIS DE L'ÉDUCATION ET DE LA PAUVRETÉ DES MÉNAGES**

La grande majorité des enfants et jeunes non scolarisés interrogés au cours de l'étude proviennent de familles monoparentales, de situations de divorce des parents, de ménages qui ont souffert de la mort du père, de la mère ou des deux parents. La décision d'inscrire les enfants à l'école dépend des caractéristiques de son leader. Le niveau de scolarisation du chef de ménage détermine si oui ou non les enfants seront inscrits à l'école.

Avec un taux d'alphabétisation d'un peu plus de 56%, la RCA reste un des pays dont la population est la moins alphabétisée au monde. Nous pouvons extrapoler que le faible niveau d'alphabétisation de la population, particulièrement des parents contribue également à la non-scolarisation des enfants.



© Vincent Tremeau

## ETAPES SUIVANTES

Aucune stratégie gouvernementale n'est pour l'heure mise en œuvre pour le retour des enfants et jeunes déscolarisés et non scolarisés avant la crise. Le gouvernement dans son « Plan de transition » souhaite à l'horizon 2017, ramener l'enseignement fondamental 1 au niveau des résultats de 2013, notamment en matière d'accès. D'après les autorités interrogées au cours de l'étude, l'élaboration d'un Rapport d'Etat du Système Educatif National (RESEN) est prévue pour l'année 2016, le plan d'action qui s'en suivra intégrera les réflexions sur une éventuelle stratégie d'éducation alternative pour le retour des enfants trop âgés en dehors de l'école.

Eu égard au contexte décrit ci-dessus, nous recommandons que NRC puisse mettre en œuvre un projet pilote de PEA en RCA dans quelques écoles de la zone d'intervention de NRC en ciblant, dans un premier temps, essentiellement deux catégories d'enfants à parité de filles et garçons. (i) Les enfants trop âgés et déscolarisés en CE2 ou en CM1, afin de leur permettre de terminer en une année l'enseignement fondamental 1 et d'être orientés soit vers l'enseignement fondamental 2 soit vers la formation professionnelle ; (ii) les enfants de 9 ans et plus scolarisés en Ci (première classe du fondamental 1),

pour désengorger les premières classes du fondamental 1 et de les réintégrer en CE1. L'approche du PEA proposée est un programme de type « Classes Passerelles », avec des curricula condensés afin de permettre aux enfants et jeunes de rattraper, le plus rapidement possible, les années perdues et achever dans un délai plus court l'enseignement fondamental 1 afin de réintégrer le fondamental 2 ou la formation professionnelle.

Il est cependant recommandé d'obtenir un financement pour une période minimale de trois ans pour la mise en œuvre du PEA, afin d'assurer un impact réel du programme.

Répondre à la forte demande en éducation observée et trouver des stratégies pour réduire les barrières à l'éducation sont des conditions préalables à la mise en œuvre du PEA. La réussite du PEA dépend grandement de la capacité à mettre en place un projet holistique prenant en compte aussi bien l'amélioration qualitative et quantitative du système éducatif actuel que les barrières à la scolarisation. L'action sur ces deux leviers reste le seul moyen logique d'envisager un projet modélisable.

# RECOMMANDATIONS POUR NRC ET LE GROUPE DE TRAVAIL EN ÉDUCATION ACCÉLÉRÉE

## PLAIDOYER À L'ENDROIT DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

---

Plaider auprès du gouvernement pour ; (i) l'intégration d'un Programme d'Éducation Accélérée dans le plan de transition du secteur de l'éducation comme solution pour l'intégration/réintégration des enfants et jeunes dans le système éducatif centrafricain, aussi bien à l'enseignement fondamental 1, 2 ou à la formation professionnelle ; (ii) le respect effectif du calendrier scolaire, des emplois du temps et masses horaires tel que préconisé dans les « Instructions officielles de l'enseignement fondamental 1 » de septembre 2009.

## PLAIDOYER À L'ENDROIT DES BAILLEURS DE FONDS ET DES PARTENAIRES

---

Plaider auprès des bailleurs de fonds pour une augmentation des financements de Programme Education Accélérée afin d'intégrer/réintégrer les enfants et jeunes dans le système éducatif afin de promouvoir le développement des forces vives de la nation.

## RENFORCER LES EFFORTS DE COORDINATION POUR L'AMÉLIORATION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE DU SYSTÈME ÉDUCATIF CENTRAFRICAIN

---

Coordonner avec les parties prenantes de l'éducation pour ; (i) apporter une réponse holistique aux besoins des enfants ; (ii) apporter une réponse rapide et adéquate au manque d'enseignants dans les écoles d'intervention afin de limiter la double vacation et permettre un retour au nombre d'heures effectives de cours tel que préconisé par les curricula ; (iii) poursuivre l'accompagnement des pouvoirs publics dans le renforcement des capacités des enseignants (maîtres-parents) dans les Centres Pédagogiques Régionaux (CPR) et leur intégration progressive à la fonction publique ; (iv) recruter systématiquement et essentiellement des enseignants qualifiés pour appuyer le système formel et pour le PEA ; (v) mener une étude détaillée dans au moins 10% des écoles des zones d'intervention pour identifier l'âge des enfants à chaque niveau de l'enseignement fondamental 1 afin d'avoir une meilleure compréhension du phénomène des enfants scolarisés et trop âgés.

## PILOTER UN PROGRAMME D'ÉDUCATION ACCÉLÉRÉE

Mettre en place une phase pilote du PEA, en concertation avec les autorités de l'éducation au niveau national et régional, dans quelques écoles de la zone d'intervention de NRC en ciblant, dans un premier temps, essentiellement deux catégories d'enfants à parité de filles et garçons. (i) Les enfants trop âgés et déscolarisés en CE2 ou en CM1, afin de leur permettre de terminer en une année l'enseignement fondamental 1 et d'être orientés soit vers l'enseignement fondamental 2 soit vers la formation professionnelle ; (ii) les enfants de 9 ans et plus scolarisés en Ci (première classe du fondamental 1), pour désengorger les premières classes du fondamental 1 et de les réintégrer en CE1.

## DÉVELOPPER LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Multiplier les programmes de formation professionnelle de type Youth Education Pack (YEP) pour les jeunes non scolarisés et ayant dépassé l'âge de scolarisation, afin de leur permettre d'acquérir les compétences de vie, une alphabétisation fonctionnelle en français et un métier.

## PROMOUVOIR LA SYNERGIE AVEC D'AUTRES PROGRAMMES DE NRC

En concertation avec le programme ICLA de NRC, sensibiliser et former les communautés, les Associations des parents d'élèves (APE) et les parents d'élèves sur ; (i) la protection des droits de l'enfant, l'importance de la scolarisation des enfants et particulièrement des filles et identifier de manière concertée les stratégies pour atténuer les causes d'abandons ; (ii) la déclaration systématique des enfants dès leur naissance en rapprochant les centres d'état civil des communautés et veiller au respect des dispositions légales en la matière.

En concertation avec le programme Sécurité Alimentaire, développer dans la mesure du possible, dans chaque école d'intervention, des activités de relance économique avec une approche de « caisse de résilience<sup>9</sup> » afin de générer des revenus pour soutenir financièrement l'école et réduire la charge financière qui incombe aux parents.

<sup>9</sup> Approche développée par la FAO qui consiste à combiner trois outils à savoir : (i) champs école paysan avec pour but l'amélioration de la qualité de l'agriculture, (ii) tontine villageoise, (iii) bonne gouvernance, redevabilité...



NORWEGIAN  
REFUGEE COUNCIL